

Guinée : il faut envoyer une force de paix

En cette fin d'année en Guinée, un an après le putsch qui a porté au pouvoir le capitaine Dadis Camara et ses acolytes, une sorte de course contre la montre se joue entre le rendu attendu des conclusions de la commission d'enquête internationale de l'ONU concernant le massacre du 28 septembre à Conakry et le rétablissement du président, blessé par balles lors d'une tentative d'assassinat le 3 décembre et actuellement en soins au Maroc.

En effet si le rapport pointe la responsabilité de Dadis Camara, il sera alors plus aisé d'empêcher son retour au pays et aux commandes. Cette mise à l'écart est ardemment souhaitée par de nombreuses parties prenantes internes et externes à la Nation.

Durant ce temps la proposition, sinistre, du médiateur le président Blaise Campaoré qui a reçu entre ces deux dates clés les différents protagonistes de la crise, semble suspendue, si elle n'est pas déjà devenue inique.

Mais revenons sur les événements et la violence qui s'est abattu sur ce pays depuis un an de par le fait de son propre gouvernement.

Le 24 décembre 2008, à la mort du président Lansana Conté et à l'issue de plusieurs années de déliquescence du pouvoir, de jeunes quadras de l'armée, issus des bérets rouges l'ancienne garde présidentielle, prennent le pouvoir. Celui qui sera proclamé président, le capitaine Dadis Camara, ancien responsable des hydrocarbures, est relativement inconnu, mais d'autres ont une réputation déjà accrochée, peu recommandable, notamment Claude Pivi, qui a participé aux massacres de manifestants pacifiques début 2007 et qui depuis fait la loi dans les quartiers de Conakry, ou encore Sékouba Konaté qui a participé à la guerre avec le Libéria. Ces trois-là ont des hommes avec eux et des armes. Le reste de l'armée régulière, déjà malmenée et décapitée de ses têtes du temps du président Lansana Conté, est écartée du pouvoir. Certains officiers sont arrêtés et emprisonnés, d'autres sont achetés par des nominations à des postes prestigieux tels que les préfets.

Dadis Camara tient au début un discours rassurant « *nous n'avons pas l'intention de nous éterniser au pouvoir* » dit-il. *Nous devons organiser une élection libre et transparente* ». Puis il promet de mettre d'abord de l'ordre dans la maison Guinée, de chasser les prédateurs corrompus du pouvoir précédent, de faire cesser le commerce de la drogue et le banditisme.

Immédiatement la société civile du pays, déjà très organisée et structurée depuis deux ans, se mobilise. Elle réclame une période de transition courte, un calendrier précis, la composition d'un Conseil National de Transition, sorte d'organe législatif à même de réformer la constitution, préalable indispensable à l'organisation d'élections justes.

La communauté internationale elle, dénonce le coup d'Etat, certains pays et institutions suspendent leur aide, mais elle accepte le dialogue avec les nouvelles autorités et met en place un groupe de contact international, le GIC-G¹, qui chaque mois rencontre le CNDD, et les

¹ Composé de représentants de l'Union Africaine, de l'Union Européenne, des Nations Unies, de l'Union du Fleuve Mano (UFM), de la CEN-SAD, de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), de la CEDEAO, de la Libye, de l'Allemagne, de l'Espagne, du Japon, et de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, à savoir, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume Uni et la Russie.

autres partis prenantes, la société civile, l'opposition. Son exigence clé : que la junte respecte ses propres engagements et ne se présente pas aux élections.

Durant deux à trois mois une sorte d'espoir flotte que les choses se passent bien, mais assez vite la junte montre son vrai visage. La lutte contre la corruption se transforme en racket contre toutes structures ayant quelque argent, dans les rues l'insécurité devient le fait des jeunes militaires qui se croient tout permis et dérobent volontiers voitures et autres objets intéressants, les recettes de l'Etat sont attachés à la présidence (douanes, mines, impôts, etc...) et viennent constituer autant de fonds souverains, les dépenses militaires explosent, l'administration est militarisée à tous les échelons. Et enfin triste spectacle, le président lui-même se comporte comme un Ubu roi, servant à la télévision tous les soirs des discours-fleuve et sans queue ni tête, parlant de lui comme d'un dieu sauveur, insultant à l'occasion les ambassadeurs, effectuant la justice lui-même et de sa chambre, vivant la nuit, bientôt de toute évidence drogué. Le camp Alpha Yaya où la présidence a ses quartiers, vit au rythme de son inconscience, travaillant la nuit, dormant le jour et en proie à tous les trafics et désordres.

Vers mars avril, devant la dérive, le ton se durcit. Les opposants se retrouvent tous au sein d'une plateforme des « Forces Vives », syndicats, sociétés civiles, ordres professionnels, partis d'opposition et ils parlent d'une seule voix. C'est une des premières fois en Afrique, avec le Tchad, qu'un tel consensus entre groupes de citoyens organisés se fait jour. Les Forces Vives entament une négociation serrée avec le pouvoir pour le respect des engagements, la tenue du calendrier pour la période de transition etc. De même la communauté internationale insiste pour que DADIS Camara formalise l'engagement de ne pas se présenter aux élections.

Devant les atermoiements de celui-ci, les partis politiques prévoient alors une manifestation pacifique le 28 septembre. Et c'est le massacre : l'armée encercle le stade du meeting, tire à bout portant sur la foule, attaque plus particulièrement les grands leaders politiques réunis à la tribune - certains seront très sérieusement blessés – violent de nombreuses jeunes filles et femmes, arrêtent aussi des hommes. On comptera 150 morts et 1200 blessés. Sans compter les disparus, car au soir de cette tuerie, l'armée fera disparaître des corps, et mettra en place de multiples manœuvres d'intimidation dans les hôpitaux pour empêcher le corps médical de s'exprimer ou d'effectuer son travail.

Une barbarie gratuite, sans limites, sans honte, pour ultime réponse à ceux qui pourraient s'opposer à leur pouvoir.

Or ce n'est certes pas la première fois qu'un Etat réprime population et opposants sans distinction, mais il est plus rare qu'il le fasse avec aussi peu de réflexions et de sens politique. En une journée, ces militaires qui venaient de faire le tour des ambassades en Europe et Etats-Unis pour argumenter d'une légitimité et reconnaissance, ont perdu vis-à-vis de la communauté internationale tout crédit. Celle-ci cette fois s'émeut réellement de la situation et réagit avec fermeté.

- L'ONU mandate une commission internationale d'enquête sur les événements du 28 septembre.
- Des sanctions individuelles sont prises par l'Union européenne et l'Union africaine contre une cinquantaine de responsables présumés, elles concernent l'interdiction de voyager et devraient 6 mois plus tard concerner le gel des avoirs.
- Un embargo sur les armes à destination de la Guinée est décidé par la CEDEAO
- Le tribunal pénal international ouvre aussi une enquête.
- La CEDEAO mandate un médiateur, Blaise Camporé.

De plus le groupe de contact se réunit à Abuja le 12 octobre et dans son communiqué final invite :

- «invite les autorités guinéennes à libérer toutes les personnes détenues arbitrairement, et à rendre les corps etc... »
- «invite la CEDEAO à constituer, avec ses partenaires, une mission internationale d'observation et de protection, composée de personnels civils et militaires »
- « apporte son soutien à la mission de médiation acceptée par le président burkinabé Blaise Compaoré sur demande de la CEDEAO et requête du président de l'UA ».

Concernant ce dernier, son mandat était relativement clair : trouver une solution politique, sur « base du retrait du CNDD, avec de nouvelles autorités de transition, celle-ci devant être apaisée et de courte durée et conclues par des élections crédibles et transparentes ²»

Le 19 novembre son excellence le président Blaise Compaoré rend sa proposition. Stupéfaction de tous, le rapport est fort éloigné de ce qui était attendu et fait la part belle à la junte. Il propose la prolongation du CNDD comme autorités de transition, déclare Dadis Camara chef de l'Etat et des armées durant ces 10 mois, lui accorde ainsi qu'à tout autre militaire la possibilité de se présenter aux élections !

Le CNDD va s'en trouver fort ragailardi et légitimé. Les Forces Vives elles refusent la proposition.

Que comprendre de ce grand écart ? Tout d'abord il faut rappeler que Blaise Compaoré est un militaire lui-même, qui a pris le pouvoir par un putsch et en assassinant son prédécesseur et frère d'armes Thomas Sankara. Ensuite si l'on se rapporte aux médiations précédentes effectuées au Togo et en RCI, on reconnaît la méthode : appui sur le pouvoir en place et création d'un gouvernement d'union nationale. Enfin Compaoré, qui participe au commerce des armes dans la région, peut avoir quelque intérêt financier avec la junte.

On pourrait aussi se demander si les Forces Vives ont manqué d'unité, de clarté dans les propos ou de légitimité ?

Revenons donc sur les acteurs de cette plateforme. On y trouve donc le Comité National des Organisations de la Société Civile (CNOSC), l'Intercentrale syndical, les principaux partis politiques, les ordres professionnels... Elle réunit donc de très nombreuses structures, de nature très différentes, étendues sur tout le territoire. Tous peut être pas, les églises si elles signent certains communiqués ne souhaitent pas en faire partie de façon permanente, certains mouvements sont par ailleurs à la solde de l'Etat. On les repère par leur création toute récente et les subsides qu'ils reçoivent du camp Alpha Yaya.

Il faut préciser en premier lieu le rôle clé des syndicats et du CNOSC.

Les syndicats représentent depuis longtemps une force importante dans le pays. Ils représentent la fonction publique, mais aussi de nombreux secteurs privés et plusieurs pans du secteur informel. Réunis au sein d'une Intercentrale, (CNTG et USTG, les deux principaux syndicats élargie depuis peu à l'ONSLG et UDTG) ils ont depuis quelques années des positionnements politiques communs. Ils ont joué un rôle majeur dans la grève de janvier-février 2007 qui a abouti à la nomination d'un premier ministre de consensus.

² Communiqué final du GIC-G.

Le CNOSCL, comité National des Organisations de la Société civile est un réseau existant depuis 2002, qui regroupe « l'ensemble des organisations modernes et traditionnelles, apolitiques et non gouvernementales ayant un objectif commun, œuvrer pour le développement, en vue de promouvoir une paix durable et une démocratie effective, jouant un rôle intermédiaire entre l'Etat, les partis politiques et les citoyens ». Il est composé de réseaux thématiques (par exemple la CNOP, la plateforme de l'ensemble des Organisations Paysannes, la Fédération nationale des organisations de femmes etc...) et aussi des démembrements du CNOSC à l'intérieur du pays

Les principaux partis politiques guinéens d'opposition, laminés et divisés par les efforts de Lansana Conté, ne sont certes pas des modèles d'organisation ni des visionnaires politiques. Ils n'ont même pas un embryon de programme. Construits sur une base relativement ethno-centrée, aucun ne rassemble large. Mais la plupart des leaders sont des hommes pugnaces, qui pour certains ont été dans l'opposition de longue durée et au prix de la prison (Alpha Condé, leader de Union des Forces Républicaines), pour d'autres ont des compétences techniques et politiques avérées, avec des passés de premier ministre (notamment Sydia Touré, leader du Rassemblement du Peuple de Guinée ou Cellou Dallein Diallo).

Notons enfin que la Confédération Nationale des Entreprises de Guinée, qui représente le patronat, est aussi signataire de la plateforme.

Il faut admettre donc l'enracinement réel de ces organisations qu'elles soient de la société civile, des syndicats ou des partis politiques.

Quoiqu'il en soit la médiation n'est pas terminée et les derniers événements laissent à penser qu'elle ne verra pas le jour comme prévu. Aujourd'hui la Guinée est quadrillée de militaires qui recherchent Tumba Diakité, l'aide de camp et auteur présumé de la tentative d'assassinat du président, retranché avec ses hommes dans un coin bien caché. Dans son essai avorté celui-ci n'a pas agi seul et 60 soldats semblent avoir déjà péri dans cette affaire. D'autres sont arrêtés et torturés à mort, suivant certaines sources. La junte semble donc occupé à régler violemment ses comptes en interne et ce qui en émergera aura donc un nouveau visage, éventuellement un nouvel homme fort.

Est-ce la bonne alternative dans le pays ? Et que peuvent espérer de plus les différentes parties prenantes ?

Le souhait ardent des guinéens est de façon très claire, d'avoir enfin un pouvoir civil. Leur demande formulé plusieurs fois et reprise par le groupe de contact est que les membres de la junte en se présentant pas aux élections, car dans la tradition habituelle du pays, on sait déjà ce que seront les achats de conscience et le bourrage des urnes. Mais dans la période de transition bien sûr un militaire sera aux commandes. Konaté actuellement dans l'intérim serait-il l'homme de la situation ? Apparemment pas d'après certains membres de la société civile. S'il n'a pas participé aux massacres du 28 septembre, il avait la réputation durant la guerre du Libéria d'être l'auteur d'atrocités. Pivi qui se vante d'avoir été un de ceux qui ont « maté » la manifestation de février 2007 n'a pas non plus la bonne personnalité pour la situation. D'autres officiers, de plus grande envergure existent probablement mais ne se montrent pas. Si l'un se levait pour assurer une transition dans les termes demandés par les Forces Vives et le groupe de contact, alors un espoir serait possible.

Les sanctions seront-elles efficaces ?

Il est probable qu'une liste restreinte aurait été plus efficace, car pointant le doigt sur quelques uns sans noyer le poisson dans le collectif. Mais contrairement aux ivoiriens les militaires guinéens n'ont pas forcément grande habitude de voyager en Europe et on ignore si les avoires qu'ils se sont constitués ont réellement eu le temps d'être placés hors de la Guinée. Néanmoins, symboliquement le geste de la communauté montre sa détermination et met à l'index des gens qui espéraient les ors du pouvoir. Reste que ces sanctions doivent être réellement appliquées. Actuellement des visas sont encore accordés à certains !

Une force d'observation et de protection est-elle nécessaire ? Voire d'interposition ou d'intervention. On connaît les limites et complexité de cet exercice. L'enlèvement de la MENDUC dans les grands lacs, l'échec de l'opération américaine en Somalie, l'embourbement de l'armée américaine en Irak, les difficultés de la coalition en Afghanistan mais il faut aussi noter quelques autres expériences réussies ou semi réussies, l'intervention anglaise en Sierra Léone, américaine au Libéria, l'interposition onusienne et française en Cote d'Ivoire. Chaque pays est très spécifique, mais en Guinée une chose est certaine : l'armée est extrêmement faible, peu formée, incontrôlée, elle est en train de se diviser encore plus et de s'ornementer de milices privés (2000 hommes en formation dans la région de Forécariah pour le compte de Dadis Camara). On ne peut pas attendre, sans prendre d'immenses risques, que des factions armées indépendantes synonyme de guerre civile se créent, dangereuse pour toute la sous région. Sans compter que des membres des ex rébellions voisines, du LURD (pour le Libéria) et des Forces Nouvelles (Pour la Côte d'Ivoire) sont présents aux côtés de la junte.

L'armée doit donc être rapidement conscrite dans les casernes, réformées et instruite. Et seul pour cela des hommes en uniforme peuvent le faire. D'autant plus que d'après les guinéens, les soldats chez eux, sont si peu correctement entraînés que tout autre corps habillé et en armes leur fera peur.

Il faut donc une force civile et militaire étrangère. Son mandat peut être évolutif suivant les besoins.

Dans cette région, dont 4 des pays frontaliers ont connu des guerres civiles et vécus des atrocités, on ne peut laisser en Guinée un pouvoir militaire violent s'installer.